Clarisse Coulomb, *Les Pères de la patrie. La société
parlementaire en Dauphiné au temps des Lumières*

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2006, 544 p., ISBN
2-7061-1315-4, 35 €

Michel Biard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11325>

DOI : 10.4000/ahrf.11325

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007

Pagination : 190-193

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Michel Biard, « Clarisse Coulomb, *Les Pères de la patrie. La société parlementaire en Dauphiné au temps des Lumières* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 350 | octobre-décembre 2007, mis en ligne le 29 décembre 2009, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11325> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11325>

se fait « libérale », sans que l'adjectif ne renvoie à une quelconque adhésion collective aux idées de liberté civile et politique » (p. 324). Ainsi se termine le dernier chapitre d'un livre brillant, enrichi de précieux tableaux et annexes.

Jean BART

Clarisse COULOMB, Les Pères de la patrie. La société parlementaire en Dauphiné au temps des Lumières, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2006, 544 p., ISBN 2-7061-1315-4, 35 €.

Les événements de 1788 en Dauphiné sont bien connus et nombre de travaux sur les années qui précèdent la Révolution consacrent des développements à l'envoi en exil du parlement du Dauphiné et à la célèbre journée des Tuiles à Grenoble en juin 1788. Toutefois, selon Clarisse Coulomb, l'historiographie a souvent insisté avant tout sur l'activité des hommes les plus en vue du Tiers dauphinois, tels Barnave et Mounier, en minorant le rôle joué par les parlementaires. Elle place donc ici le parlement au cœur de sa recherche et entend surtout proposer aux lecteurs non une nouvelle histoire politique des événements dauphinois, mais une vision d'ensemble qui touche tant à l'histoire politique qu'à l'histoire culturelle et à l'histoire économique et sociale. Aussi ne trouvera-t-on pas dans cet ouvrage un récit détaillé de la « pré-Révolution », de nombreux autres travaux ayant d'ailleurs, et depuis longtemps, fort bien présenté les années 1787-1788. Dès lors, seuls deux des treize chapitres traitent directement de la Révolution : le chapitre 12 sur « l'heureux retour de 1788 », le chapitre 13 sur « la résistance des familles » pendant les années révolutionnaires et impériales. L'essentiel du livre tient donc de la prosopographie et offre de précieuses informations sur le milieu parlementaire, ordonnées en quatre parties successives : la première consacrée à l'étude des familles, la seconde à leurs patrimoines, la troisième à la formation et à la culture des magistrats, la dernière à « l'action » avec trois temps forts : 1764, 1775 et 1788.

La « Compagnie des officiers du parlement de Dauphiné » était, sous le règne de Louis XVI, formée de soixante-six magistrats. Ce nombre la rangeait parmi les cours d'importance « moyenne », là où plusieurs autres parlements en comptaient une centaine et celui de Paris plus de deux cents. Après Rennes au XVII^e siècle, le parlement de Grenoble est la seconde cour à avoir, à partir de 1762, exigé quatre degrés de noblesse pour ceux qu'il recevait en son sein. L'apogée de sa fermeture se situe même en amont, entre 1750 et 1770, car dans cette période trois nouveaux magistrats sur quatre sont des gentilshommes, tandis que seuls deux roturiers font leur entrée au parlement (la charge parlementaire donne ici, comme à Paris et dans deux autres parlements, une noblesse transmissible au premier degré). Avec l'hérédité des charges, ce milieu parlementaire tend à s'autoreproduire, au moins jusqu'à la réforme Maupeou : en 1770, deux parlementaires sur trois ont succédé à leur père. Mais, à l'échelle du siècle, le renouvellement reste toutefois sensible, puisque, entre 1715 et 1790, plus de deux familles parlementaires sur trois ont disparu et ont été remplacées par de nouvelles venues. Ce recrutement reste très largement provincial ; sur soixante-cinq familles nouvelles dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, sept seulement ne sont pas originaires du Dauphiné. À l'aide de nombreux exemples très détaillés, Clarisse Coulomb analyse les straté-

gies de ces familles, leurs alliances matrimoniales, le discours sur leur généalogie, les testaments, etc., autant de développements passionnants qui permettent d'approcher tout un univers social. Enfin, de façon heureuse, l'auteur agrémente cette première partie de quelques « portraits choisis ».

La seconde partie, sous le titre « La force des patrimoines », nous donne à voir un monde dans lequel la diversité est plus importante qu'il n'y paraît au premier abord. Certes, les parlementaires ont en commun une « assise foncière » ainsi qu'« un certain désintérêt pour l'investissement urbain et le goût de l'économie », mais leurs fortunes sont très loin d'être homogènes. Les dots apportées au mariage par les épouses font apparaître des écarts considérables : ainsi, par son épouse, le conseiller de Longpra reçoit 22 000 livres ; le conseiller Bovier de Vourey, lui, épouse la fille et unique héritière d'un autre conseiller, de Reynaud, avec à la clé plus de 200 000 livres. Si l'on étudie les inventaires après décès et les comptes familiaux, lorsqu'ils existent encore, les écarts sont également importants : en 1785, le montant de l'actif du président Barral approche 1 250 000 livres ; quatre ans plus tôt, celui du conseiller Brenier s'élève à quelque 124 000 livres. Clarisse Coulomb met aussi à profit des sources d'époque révolutionnaire, comme l'emprunt forcé de 1793, l'emprunt forcé de l'an IV, les estimations de la fortune des parlementaires émigrés, et aboutit à la conclusion suivante : sept parlementaires étaient millionnaires, tel le président de Lacoste dont les biens en Isère sont évalués à 1,5 million de livres en 1792 ; une petite dizaine d'entre eux disposaient d'un capital compris entre un demi million et un million ; la plupart des fortunes parlementaires oscillaient entre 100 et 500 000 livres, rares étant ceux qui détenaient moins de 200 000 livres. Dans ces fortunes prédomine le patrimoine foncier, parfois même de façon écrasante (environ 95 % de la fortune des Gallien de Chabons, Gratet du Bouchage et autres Meffay de Cézarges). Les parlementaires savent aussi faire des placements financiers (parfois jusqu'à 16 à 30 % de la fortune), mais sont, en revanche, très « frileux par rapport aux investissements industriels ». Un chapitre majeur de l'ouvrage est par ailleurs consacré à l'étude de ces propriétés foncières et montre bien les « sacrifices » consentis pour acquérir des terres qui offrent des titres, des revenus fonciers, des revenus seigneuriaux... Les droits possédés sur les habitants et les terres des seigneuries représentaient ici dans la majorité des cas plus du dixième du produit de la terre et atteignaient rarement le quart. Quant aux revenus qu'en tiraient les parlementaires, ils varient évidemment selon les seigneuries : en 1779, Aymon de Fraquières afferme les droits de quatre seigneuries contre un loyer de 10 700 livres ; trois ans plus tôt, Vaulserre des Adrets donne à ferme une seigneurie pour 550 livres de loyer. Si, de son côté, le patrimoine urbain des parlementaires est plutôt faible (plus de la moitié d'entre eux louant leur logement grenoblois) et si les intérieurs soignés sont souvent dissimulés « derrière des façades pauvres », cette noblesse terrienne aime à quitter Grenoble pour résider dans ses « campagnes », les châteaux étant un symbole essentiel de prestige social.

La troisième partie du livre évoque la formation et les pratiques culturelles de ces parlementaires. En moyenne, un magistrat grenoblois possédait entre 100 et 400 ouvrages dans sa bibliothèque, deux d'entre eux en détenant respectivement environ 2 500 et 4000. Comme ailleurs, la part des ouvrages à caractère religieux et des ouvrages de droit recule, tandis que progressent l'histoire, la littérature, les sciences et arts (pour les années 1730-1759, 19,5 % de livres religieux contre 7,9 % en sciences et arts ; entre 1760 et la Révolution, respectivement 14,2 % et 19,9 %).

Toutefois, si les lectures concernant les sciences et les arts attestent une ouverture aux idées du temps, la littérature est plutôt celle du siècle précédent alors que les œuvres littéraires majeures du siècle des Lumières sont peu représentées dans les bibliothèques parlementaires en Dauphiné. Néanmoins, les magistrats s'intéressent à la philosophie, lisent presque tous Montesquieu, beaucoup Voltaire (mais quels écrits ?), nettement moins Rousseau ou Diderot. On trouvera ici encore quelques beaux exemples de ces bibliothèques parlementaires (p. 254-265). Pour mesurer mieux leur rôle dans « les Lumières provinciales », Clarisse Coulomb évoque ensuite l'Académie de Grenoble (qui ne compte, au printemps 1789, que sept parlementaires sur trente-neuf membres...), les voyages de quelques parlementaires, leur faible attirance pour la vie intellectuelle à Paris, ou encore la mode de l'ésotérisme. Le tout est complété par le portrait d'un « magistrat philosophe », en l'occurrence Servan qui, comme Beccaria, allait plaider en faveur de l'introduction de « l'humanité dans l'appareil judiciaire ».

La quatrième et dernière partie du travail de Clarisse Coulomb propose fort intelligemment un regard sur trois « retours triomphaux » du parlement au XVIII^e siècle, après un exil ordonné par l'État royal. Les « Pères de la Patrie » sont tout d'abord rappelés en mars 1764, après environ deux mois d'affrontement lié une fois de plus à un refus d'enregistrer les impôts ; ils sont ensuite réinstallés en mai 1775, après que Louis XVI eut rétabli les parlements supprimés par la réforme Maupeou à la fin du règne de son prédécesseur ; enfin, en octobre 1788, après les troubles de juin et la réunion de Vizille en juillet, se produit le troisième et dernier retour. L'intérêt de la démonstration est ici de prendre les trois événements comme un tout « formant les trois actes d'un scénario immuable » (drame ou comédie du pouvoir ?) et montrant comment la contestation politique du parlement a pu faire passer ses membres pour les défenseurs des libertés. C'est bien sûr avant tout 1788 qui, pour d'évidentes raisons, retiendra l'attention des lecteurs des *AHRF*, même si les travaux de Jean Egret permettaient déjà de savoir l'essentiel sur cette période. Tout au plus, peut-on noter ici que, si la volonté des parlementaires de s'autoproclamer porte-parole de la province ne fait guère de doutes, en revanche les notions de « décentralisation » et *a fortiori* de « centralisme » utilisées par l'auteur mériteraient au minimum quelques nuances. On regrettera également que la Grande Peur, très vive en Dauphiné, ne fasse l'objet que d'à peine trois pages, alors que plusieurs châteaux de parlementaires sont la cible des ruraux.

Pour clore cette enquête, Clarisse Coulomb évoque le destin des familles parlementaires dauphinoises pendant la Révolution. Un bon tiers des magistrats de Grenoble choisit les voies de l'émigration, souvent en direction de la Savoie toute proche, quitte à changer d'air quelque temps après lors de l'arrivée des troupes françaises à l'automne 1792. Deux rejoignent Coblenze et l'armée des émigrés. Mais la majorité des magistrats opte pour une attitude de prudence et de discrétion, choisissant de se retirer sur leurs terres et d'attendre des lendemains meilleurs. Même si certains connurent des vexations, voire la prison, un seul magistrat en charge au moment de la suppression du parlement fut guillotiné (à Paris) : le premier président de Bérulle, en novembre 1793. La « sauvegarde des patrimoines » est alors également au cœur des stratégies des ci-devant parlementaires. Clarisse Coulomb montre bien comment le remboursement des offices, décidé par la Constituante, a été une bonne opération pour leurs propriétaires, d'une part, car les prix ont été évalués sur la base de l'année 1771, donc sans tenir compte des baisses

postérieures, d'autre part, en raison de remboursements précoces, soit avant la dépréciation de l'assignat : « Les magistrats n'ont donc pas perdu de l'argent avec la disparition de la vénalité ; dans quelques cas, cette opération a pu même être lucrative » (p. 480). Et avec cet argent, certains parlementaires s'empressent d'acquérir des biens nationaux... Au final, notons ce qui peut ici sonner comme une conclusion de cet important ouvrage de Clarisse Coulomb : « comme ailleurs, la noblesse de robe dauphinoise a gardé l'essentiel de sa propriété foncière et immobilière, même si certaines familles spoliées durent attendre [...] la Restauration pour bénéficier d'indemnités » (p. 485).

Michel BIARD

Pierre-Philippe Candy. Orgueil et narcissisme. Journal d'un notaire dauphinois au XVIII^e siècle, texte présenté par René FAVIER, préface de Daniel ROCHE, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2006, 664 p., ISBN 2-7061-1366-9, 35 €.

René Favier a eu l'excellente idée de publier le *Livre de compte de Pierre-Philippe Candy de Crémieu*, texte composé de trois volumes manuscrits conservés aux Archives départementales de l'Isère, rédigés entre octobre 1779 et septembre 1796. Le premier couvre les années 1779-1785, le second s'achève en juillet 1789, le troisième s'ouvre avec l'évocation de la Grande Peur le 30 juillet 1789 et se clôt à la fin de septembre 1796 (en fait, il se termine vraiment en brumaire an III et ne comporte que quelques lignes ajoutées en septembre 1796). C'est donc évidemment ce dernier volume qui retiendra davantage l'attention des lecteurs des *AHRF*, toutefois il convient de souligner la richesse d'ensemble de ce journal tenu par un notable dauphinois, né à Crémieu en 1759, installé dans cette ville comme notaire en 1787, décédé en 1829. On y trouvera tout à la fois un livre de raison où sont évoqués ses activités, ses déplacements, ses achats et dépenses, etc. ; mais aussi un journal intime rapportant ce qui fait le quotidien de l'individu, y compris sa vie sexuelle fréquemment décrite même si le latin et un langage codé permettent de masquer quelque peu les audaces (Daniel Roche écrit que Candy « tient avec soin la comptabilité des coups tirés, des manipulations rapides et des masturbations permanentes et nombreuses »). On y trouvera aussi de précieuses indications sur ses lectures, puisque le notaire possède dans sa bibliothèque une centaine d'ouvrages recensés avec le plus grand soin par René Favier qui nous offre ici, outre les auteurs et les titres, les modalités d'acquisition (deux tiers achetés par Candy, notamment chez les libraires de Grenoble, un tiers hérité ou emprunté). Peu de livres religieux, des ouvrages à caractère « érotique », beaucoup de livres de droit et de pratique, des ouvrages philosophiques... bibliothèque éclectique et révélatrice que celle-ci où voisinent un *Code ecclésiastique*, *La Foutromanie*, *L'Encyclopédie*, un *Code militaire*, *L'Onanisme. Dissertation sur les maladies produites par la masturbation*, *Le parfait notaire*, *Relation sur le Quiétisme*, *Dom Bougre portier des Chartreux*, etc.

Le *Journal* de Candy est accompagné d'une excellente introduction de René Favier à propos de l'homme, de ses pratiques d'écriture, de ses activités professionnelles, de son patrimoine, de ses réseaux de sociabilité, de son rôle de notable. Le tout comporte une centaine de pages passionnantes, ce qui atteste d'emblée le